



Jaurès, Guesde : deux méthodes

Sur quelles bases les socialistes pourront-ils coexister dans le même parti ? Chacun sait que ce qui sera déterminant pour les prochains congrès, français ou internationaux, ce sera bien sûr des questions d'implantation militante et électorale, mais aussi de doctrine. Aussi le débat théorique reprend une certaine vigueur entre Guesde et Jaurès, en pleine expérience gouvernementale.

« Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter. C'est un grand honneur pour le Parti Socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes, pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique^[1] ».

C'est par ces phrases que Jean Jaurès ouvre son plus célèbre débat avec Guesde, une controverse sur « les deux méthodes » rééditée régulièrement jusqu'à nos jours, portant sur leurs méthodes divergentes pour mener à bien la France sur le chemin du socialisme. L'initiative en revient au maire de Lille Gustave Delory, proche de Guesde. Alors que l'unité paraît plus compromise que jamais, comment comprendre cette initiative ? En octobre, Jaurès avait appelé dans *La Petite République* au rassemblement des socialistes au sein de diverses fédérations autonomes, espérant ainsi subvertir « l'esprit de secte » du POF :

« Déjà une Fédération autonome du Nord et du Pas-de-Calais se constitue, et dans la région même où le Parti ouvrier a ses forteresses, cette Fédération ne tardera pas à attirer à elle tous les groupes qui veulent vivre de la pleine vie socialiste. Ainsi les groupements du Parti ouvrier français, affranchis peu à peu des sinistres entraves de l'esprit de secte, entreront dans l'unité socialiste, avec leurs qualités solides d'organisation, mais avec l'esprit élargi et renouvelé^[2] ».

Tout le pari jaurésien est là : en misant coûte que coûte sur un rapprochement à l'heure où les divergences semblent plus fortes que jamais, le tribun de Carmaux espère qu'à terme l'ouverture l'emportera sur le sectarisme. Une semaine après cet article, il rapporte dans le même journal une proposition émanant de la mairie de Lille : un débat contradictoire avec Guesde. Jaurès accepte. Le débat a lieu le 26 novembre, et *La Petite République* reproduit la controverse dans les jours qui suivent, avant même leur publication sous forme de brochure.

À l'Hippodrome de Lille, des milliers de militants écoutent, acclament ou protestent contre les discours des deux figures emblématiques d'un socialisme français que rien ne semble alors pouvoir réconcilier. Sanctifié ensuite par le mouvement socialiste, ce débat contradictoire permet d'apprécier pleinement leur stratégie d'énonciation réciproque, dimension soulignée et étudiée par le linguiste Pierre Muller[3]. Le public nordiste est majoritairement du côté de Guesde : Jaurès cherche à convaincre sur Dreyfus et Millerand des fractions militantes méfiantes. Comme pour Guesde, la lutte de classes guide son action : « j'imagine qu'en ce point il ne pourra pas y avoir de contradiction grave entre nous[4] ». Mais « dans l'affaire Dreyfus (...) il vous sera impossible de résoudre cette question en vous bornant à invoquer la formule générale de la lutte des classes ». Dans sa stratégie argumentative, Jaurès mobilise surtout des exemples empruntés à la social-démocratie allemande, prenant soin de ne pas brusquer le public militant avec des exemples trop proches. Jaurès montre comment dès ses plus jeunes années, le parti marxiste modèle dut passer des compromis, à commencer par Liebknecht en 1869 lorsqu'il fut contraint de prêter allégeance à Dieu pour pouvoir pénétrer dans l'enceinte du Reichstag. En revanche, silence sur l'épineuse question « révisionniste » en Allemagne, au sujet de laquelle Jaurès a pourtant publié de longs articles quelques mois plus tôt. Peur d'être pris au piège par Guesde ? Ou crainte de ne pas être compris d'un auditoire militant peu intéressé par des querelles théoriques « allemandes » perçues comme étrangères aux réalités françaises ?

Toujours est-il que Jaurès développe ses arguments en désignant rarement son adversaire, à l'inverse de Guesde, qui ne cesse en retour de dénoncer ses propos. Tout se passe comme si Jaurès s'adressait à l'ensemble des socialistes, voire au-delà, alors que Guesde semble chercher avant tout à consolider son courant et sa cohérence. Jaurès inclut Guesde et les siens dans son argumentaire par la formule « nous, les socialistes » alors qu'on lui objecte une expression typiquement guesdiste : « nous le Parti ouvrier français ». Le parti de Guesde revendique son invariance devant ses militants, employant une formule qui aura la vie dure : « Vous resterez vous-mêmes classe contre classe ». De fait, analyse Pierre Muller, « le discours de Guesde prend par là une allure nettement plus polémique que celui de Jaurès[5] ». L'orateur de la Fédération du Nord est bien sur la défensive ; il n'a significativement pas vraiment d'exemple pratique, côté allemand, à opposer à Jaurès. L'orateur de Carmaux parle d'ailleurs davantage : il développe ses arguments face à un Guesde répétant avant tout et pour une large part une doctrine déjà bien connue.

Une nouvelle organisation : le Parti socialiste de France

Guesde voulait que le nouveau parti socialiste fût fondé sur ses bases. D'échec en échec, les projets d'unité finissent finalement par aboutir à une scission. Le troisième congrès des organisations socialistes à Lyon qui se tient en mai 1901 révèle une nouvelle fois le fossé qui se creuse entre partisans et adversaires de l'action de Millerand. Cette fois, la scission est effective. Guesde et Vaillant décident de lancer leur propre parti, le Parti Socialiste de France (PSDF), fondé officiellement à Ivry le 3 novembre 1901. Pour eux, l'unité est faite ; les autres se sont mis, par leurs positions, en-dehors du socialisme. La charte du nouveau parti souligne que la nouvelle organisation « ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central (...), par des alliances

avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination sur la classe ouvrière[6] ». Face à eux, tout aussi structuré, se dresse rapidement un Parti socialiste français (PSF), fondé à Tours en mars 1902, regroupant les socialistes indépendants, notamment Jean Jaurès.

Le PSDF est loin de connaître une dynamique ; il essuie plusieurs défaites électorales. Surtout le rapport de force avec le PSF n'est point en sa faveur : il regroupe aux législatives de 1902 moins de 400 000 voix alors que les candidats de son frère ennemi dépasse les 600 000. Le PSF de Jaurès obtient 36 sièges, le parti de Guesde uniquement 13. Seul le nombre de militants serait à l'avantage des partisans de Vaillant et Guesde, en en regroupant environ 17 000 contre 10 000. Et au-delà du nombre, il y a les symboles : par exemple la défaite emblématique de Guesde en 1902, qui ne parvient pas reconquérir sa circonscription de Roubaix, contrairement à son frère ennemi Jaurès à Carmaux. Guesde a-t-il hésité à se présenter, de crainte de voir son autorité menacée au sein du jeune parti en cas de défaite ? La chose est probable, mais finalement il décide de se lancer dans la bataille. Il signe ses professions de foi comme « votre représentant de 1893-1898, votre défenseur de toujours », réaffirmant combien il entend avant tout représenter une classe à la chambre : « ce n'est pas un député que vous êtes invité à célébrer, c'est une classe, c'est la vôtre (...)»[7]. Il ne lésine pas sur les moyens, et anime de nombreuses réunions électorales. Mais rien n'y fait. Dure période pour ses amis, puisque la ville de Roubaix elle-même tombe aux municipales de la même année dans les mains du camp du député Motte. La « Mecque » du guesdisme entre en crise. Carrette, l'ancien maire, quitte le navire, en désaccord avec le maximalisme de Guesde. Il fonde un parti purement local le Parti ouvrier socialiste roubaisien (POSR), de sensibilité réformiste, afin de pouvoir s'allier clairement aux républicains radicaux[8].

La baisse du nombre de titres de journaux en province constitue un autre indicateur important de la faiblesse du PSDF. La dynamique portée par l'alliance avec Vaillant tarde à venir. Les alliances sont là encore à géométrie variable ; ici le PSDF peut s'allier aux républicains comme à Lille ; ailleurs, participer à une campagne contre les frères ennemis aux côtés de nationalistes ne pose pas de problème : les guesdistes le font par exemple sans hésitation à Paris contre Gustave Rouanet. La politique du pire est de saison, mais elle n'a rien de systématique au niveau national.

Néanmoins, au niveau du groupe parlementaire, numériquement à l'avantage du PSF, les deux partis socialistes peuvent parfois voter ensemble. La fidélité à Millerand est toute relative : ce dernier vote souvent seul au parlement avec les radicaux, contre le PSDF bien sûr, mais parfois aussi contre le PSF. Les deux organisations votent ensemble sur la politique de laïcité. En revanche, Jaurès est lui-même peu suivi et relativement isolé au sein du PSF lorsqu'il défend les premiers projets de retraites ouvrières, jugés indignes et insuffisants par la majorité de socialistes. En résumé, guesdistes et vaillantistes parviennent régulièrement à décrocher des députés PSF pour voter avec eux, alors que l'inverse est beaucoup moins vrai. À propos de la solidarité avec les radicaux, à part sur les mesures de laïcité, le PSDF fait clairement défaut, entraînant ponctuellement quelques députés PSF sur sa ligne[9].

À la tête du PSDF, Guesde ne fournit pas de contribution originale. Sur le plan des écrits, l'avantage n'est pas en sa faveur. Il ne parvient pas par exemple à contrer la vaste entreprise éditoriale de *l'Histoire socialiste de la France contemporaine* emmenée par Jaurès[10]. Sollicité par ce dernier pour écrire la partie sur l'époque héroïque de la Convention nationale (1792-1794), Guesde refuse d'y participer. Les divergences politiques expliquent en grande partie ce point de non retour, mais peut-être aussi la crainte de ne pas être à la hauteur du verbe jaurésien. Guesde a qui plus est toujours souligné les ambivalences de la « révolution bourgeoise », mais sans réellement l'exposer et le théoriser. Reste que face au lien indissoluble entre République et socialisme, entre la révolution bourgeoise du XVIIIe siècle et la continuité des luttes ouvrières au XIXe siècle exposés avec talent par Jaurès sur plusieurs centaines de pages, le guesdisme est à la peine. Le principal dirigeant du PSDF édite simplement un bref texte de quelques pages daté de 1883, co-rédigé avec Lafargue,

réaffirmant la nécessaire rupture entre le socialisme contemporain et l'héritage républicain - bourgeois. Il fait aussi traduire de Karl Kautsky, dont l'autorité dans le socialisme international est alors au plus haut, une brochure qui constitue une lecture critique et marxistes- des traditions jacobines, *La lutte des classes en France en 1789*. Mais à nouveau le défaut d'écriture paraît patent : placé devant la nécessité de rédiger une préface à l'opuscule de Kautsky, il y renonce finalement, sans raison connue[11].

À l'heure de la première grande crise du marxisme, difficile d'observer un quelconque effort de nature théorique fondé sur une lecture des textes de Marx. On peut certes relever par exemple la première publication sous forme de brochure de la *Lettre sur le programme de Gotha*, texte de critique acerbe rédigé par Marx en 1875 contre les insuffisances du programme socialiste allemand, connu ensuite après 1920 sous le titre de *Critique de programme de Gotha*[12]. C'est significativement une des maisons d'édition éditrice des textes de Guesde, la « librairie G. Jacques », qui s'en charge. Mais la réception de ce texte est très modeste ; dans la presse guesdiste, on préfère renvoyer au choix de textes de Guesde plutôt qu'aux écrits de Marx. Hors des invectives attendues contre ceux qui soutiennent l'entrée au gouvernement, point d'innovation. Celui qui avait côtoyé et co-écrit un programme politique avec Marx se désintéresse des controverses autour de l'héritage de son œuvre. Les militants sont incités à relire le vieux *Catéchisme socialiste* ou encore à consulter les discours enflammés de l'époque où Guesde était député ; ces textes sont réunis et publiés en 1899 sous le titre *Quatre ans de lutte de classes à la chambre*. C'est ailleurs que le débat doctrinal a lieu, dans des cercles proches de revues comme *Le mouvement socialiste* animée par Hubert Lagardelle ou dans les contributions de Georges Sorel, proche de la CGT : tous ceux-là considèrent comme stériles les guesdistes et leurs théoriciens. Lafargue était par exemple une des cibles de choix de la prose sorélienne. En effet Lafargue s'il attaque davantage les théories « révisionnistes », n'offre pas de contribution particulièrement originale, rabattant là encore les controverses idéologiques sur des problèmes politiques immédiats, sans réellement discuter les points mis en avant par Sorel.

Pourtant la force d'attraction de Guesde, du guesdisme et de ce qu'il représente n'en demeure pas moins réelle. Le cas de Charles Rappoport, déjà cité, paraît à cet égard, à défaut d'être généralisable, symptomatique. Méfiant à l'égard du marxisme vulgaire et fervent admirateur de Jaurès, il se rapproche pourtant de Guesde lors de la création du PSDF. Expliquant son choix dans ses mémoires, il oppose « les idéalistes, Jaurès en tête (...) devenus 'pratiques', partisans d'un socialisme 'gagne-petit' comme disait Georges Clemenceau, et les matérialistes (qui) défendaient farouchement l'idéal socialiste ». Pour lui paradoxalement l'idéalisme hautement revendiqué par Jaurès, se trouve du côté de Guesde : « ainsi je dus constater que les vrais idéalistes d'action se trouvaient du côté marxiste tandis que l'idéalisme jaurésiste est la base même de l'opportunisme allié de la bourgeoisie gouvernant par rapport à la 'participation'[13] ». La supériorité des textes de Jaurès, de ses analyses ne fait pourtant pas l'ombre d'un doute pour Rappoport. Évoquant Jaurès, il explique comment « le profond et haut idéalisme de sa nature et de son socialisme m'a rapproché de lui. Philosophiquement, j'étais antimarxiste (...) Mais j'étais en même temps révolutionnaire (...) je ne pouvais avaler les attaques de Jaurès contre la tactique révolutionnaire[14] ». Il existe donc à cette époque des hommes qui, tout en étant circonspects sur les aspects les plus dogmatiques des guesdistes, rejoignent ces derniers par attachement à la tradition révolutionnaire.

Notes

[1] Jean Jaurès, Jules Guesde, *Discours des deux méthodes*, Paris, Le Passager clandestin, 2014 (1900), p. 21.

[2] *La Petite République*, 2 octobre 1900.

[3] Pierre Muller, « Jaurès et Guesde, deux interlocuteurs socialistes en 1900 », *Mots*, 1/1989, p. 53-65.

[4] Jean Jaurès, Jules Guesde, *op. cit.*, p. 30.

[5] *Ibid.*, p. 58.

[6] Cité par Georges Lefranc, *op. cit.*, p. 112.

[7] ADN. Fonds de la Fédération PS. 198 J 122. Profession de foi de Jules Guesde, 20 avril 1902.

[8] David Gordon, *op. cit.*, p. 331.

[9] Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français de l’Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.

[10] Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 2014 (1901-1904).

[11] Voir Jean Jaurès, Karl Kautsky, *Le socialisme et la Révolution française*, Paris, Demopolis, 2010 (choix de textes de la période 1889-1908).

[12] Cf. l’histoire du livre dans l’introduction à Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions Sociales, 2008.

[13] Charles Rappoport, *op. cit.*, p. 233.

[14] *Ibid.*, p. 205-206/